

quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens et de l'amendement de l'honorable M. Lambert.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, le parti libéral dérouté depuis trop longtemps les Canadiens sur nos besoins en immobilisations. Il est fort évident aujourd'hui, surtout depuis la parution du rapport Watkins, que le problème au Canada n'est pas le manque de fonds mais plutôt le mauvais usage qu'on en fait en l'absence de tout principe d'investissement. La preuve en était faite depuis longtemps; le rapport Watkins est venu la corroborer.

Sous les pressions désespérées de l'ancien député de Davenport, le gouvernement a institué un comité chargé d'enquêter sur les structures et les capitaux étrangers dans l'industrie canadienne. Ce document n'avait rien de révolutionnaire; il était assez anodin et on avait l'impression que ses auteurs voulaient à tout prix le rendre acceptable au gouvernement. Mais même ce document mitigé a effarouché notre gouvernement réactionnaire, et le rapport est allé rejoindre son frère abandonné, le rapport Carter. Deux voix crient maintenant vers nous, celle de Carter et celle de Watkins, à la défense de leur rapport respectif. Nous nous sommes disputés avec acharnement les capitaux américains, et comme résultat, nous avons orienté notre politique intérieure tout entière vers cette fin.

Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), qui m'a précédé, a montré à juste titre comment nous avons subordonné la plupart de nos politiques à une poursuite acharnée de capitaux américains. Et dans quel but? Comme l'a souligné l'un des auteurs du rapport Watkins dans le numéro d'août 1968 du *Journal of Canadian Studies*:

Le rapport a conclu... que nous avons perdu une bonne part des bénéfices des placements étrangers directs, et que cet état de choses—et la solution était en majeure partie imputable à la politique du gouvernement ou à l'absence de politique.

Le professeur Watkins, qui dirigea cette étude, a écrit ce qui suit dans la revue *Executive* d'août 1968:

... nous pouvons dire que sans un ensemble approprié de programmes ministériels, qui peuvent utilement structurer l'industrie du Canada, les bénéfices de l'investissement direct étranger tendent à s'affaiblir.

La plupart des gouvernements résistent aux envahisseurs qui voudraient s'emparer de leur pays, mais pas le Canada. Les envahisseurs n'ont pas tiré un seul coup ni construit un cheval de Troie; le gouvernement a ouvert

les portes toutes grandes et invité les pillards à sa table. Quel festin, mes amis! Ils ont avalé 60 p. 100 de notre industrie de fabrication, 75 p. 100 de notre pétrole et de notre gaz naturel, 59 p. 100 de notre industrie minière et de notre métallurgie, 97 p. 100 de l'industrie automobile, 97 p. 100 du caoutchouc, 78 p. 100 des produits chimiques et 73 p. 100 des appareils électriques.

Mais dans ce budget, le gouvernement ne mentionne pas le danger qui menace la souveraineté politique du Canada ou de l'asservissement abject auquel notre pays est soumis. Il ne s'agit pas seulement des politiques à mettre en œuvre pour préserver la culture canadienne, mais aussi de la productivité. Notre productivité est faible à cause de la présence au Canada de succursales américaines. La productivité ne dépend pas des efforts de l'homme, mais de l'utilisation plus ou moins bonne des ressources. Or nos ressources sont mal utilisées, car le gouvernement ne s'y intéresse aucunement. Nous pourrions, dans notre pays, jouir du niveau de vie le plus élevé du monde. Nous en avons certainement les moyens. Nous devrions être assez prospères pour payer tous ces programmes si nécessaires dans un pays civilisé.

Le rapport de l'OCDE pour 1967 montrait que, parmi 14 pays, le Canada est celui où la productivité s'accroît le plus lentement. Nous venons derrière le Japon, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, la Norvège, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. Nous ne pouvons jouir de ce que nous ne produisons pas. La solution du problème de la pauvreté ne réside pas dans des budgets équilibrés ou dans les attitudes d'un gouvernement hésitant quand il s'agit de rendre l'économie plus efficace et plus productive.

L'activité économique au Canada devrait surtout être orientée vers une politique d'abondance et de justice, vers un accroissement de notre prospérité afin qu'il y ait davantage à partager et des moyens plus efficaces pour diminuer l'épouvantable pauvreté qui afflige le pays. Les Canadiens ont été scandalisés par le rapport sans détour du Conseil économique qui déclare dans son cinquième exposé annuel:

Au Canada, la pauvreté est une réalité. Ses victimes se comptent non pas par milliers, mais par millions. Elle dépasse de beaucoup ce que notre société peut tolérer ou notre économie se permettre. Elle dépasse de beaucoup également tout ce que nous pouvons espérer de combattre avec les efforts et les mesures actuellement en œuvre. Cependant, sa persistance, à une époque où la grande majorité des Canadiens jouissent d'un des niveaux de vie les plus élevés au monde, est une honte.